

Type de réunion

Réunion d'école publique

Discussion sur le constat

L'exposé des constats sur l'état de l'école ne suscite pas de réactions de la part des participants au débat.

01 Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Le Savoir.

Dans la présentation de la question, les savoirs apparaissent en derniers, ils devraient être placés en premiers. L'enfant doit accéder au savoir pour devenir adulte.

Egalité des chances

L'appartenance à une classe sociale et à une famille sont causes d'inégalités. L'école cherche à réduire les inégalités mais n'y est pas parvenue : inégalités entre Paris et la province, entre les lycées, les collèges ZEP ou non.

Certains parents font des choix en fonction d'une qualité supposée d'enseignement (établissements privés, dérogations à la carte scolaire...)

D'autres au contraire ne voient pas que des inconvénients à des établissements en ZEP : faibles effectifs, encadrement renforcé, prises en charges diverses...

Les valeurs de l'école sont liées aux valeurs de la société.

Il est impossible de dissocier école et société.

Les problèmes de la société sont entrés à l'école. La perte de certaines valeurs au détriment d'autres comme le consumérisme, la pression exercée par le monde du travail génèrent des difficultés que l'école ne peut résoudre seule.

L'éducation d'un enfant ne commence pas à l'entrée à l'école mais dans sa famille. Le rapport de la famille avec l'école est déterminant. L'école est impuissante si les parents ne remplissent pas leur rôle.

L'absence de certains parents aux réunions de classes, d'écoles, traduit soit leur désintérêt soit un sentiment d'impuissance. Leur propre vécu scolaire peut constituer un handicap dans la relation avec les enseignants.

Mixité

La mixité doit être maintenue malgré quelques exemples de régressions qui pourraient se traduire par des comportements néfastes en dehors de l'école. Les filles devraient elles aussi bénéficier d'ouverture vers des formations de qualité aux métiers manuels.

12 Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite scolaire des élèves ?

Orientation.

Les filières professionnelles sont toujours considérées comme dévalorisantes.

Mais comment valoriser ces formations quand les métiers eux-mêmes sont mal rémunérés et ne permettent pas d'évolutions de carrières.

La tendance est à une formation de base réduite, à une professionnalisation précoce avec l'illusion d'une formation tout au long de la carrière. On constate aujourd'hui que seuls ceux qui ont une formation initiale élevée peuvent bénéficier d'une formation continue de qualité.

L'Ecole et le monde du travail.

Il y a contradiction entre le monde du travail qui recherche la rentabilité et l'école qui vise au développement de l'enfant. L'enfant n'apprend pas aujourd'hui comme autrefois, le décalage s'accroît.

Le partenariat Ecole / entreprise nécessite un contrôle institutionnel rigoureux

L'ignorance favorise la docilité

La société, à travers les médias, donne l'illusion aux enfants que l'on peut réussir sans efforts. La consommation et le peu de place laissée à la réflexion favorise la dépendance de l'individu par rapport aux valeurs marchandes de la société. Ceci entraîne une démotivation des élèves, une baisse du niveau général. L'obtention d'un diplôme ne reflète plus le niveau réellement exigé. Certains métiers nécessitent très peu de compétences.

Cette opinion n'est pas partagée. On constate aujourd'hui une évolution qui ne s'apparente pas nécessairement à une baisse du niveau.

Des savoirs reconnus autrefois comme indispensables ne sont plus valorisés aujourd'hui, par exemple les techniques opératoires. Il n'est plus nécessaire de les maîtriser pour utiliser par exemple une calculatrice.

Il faut favoriser les savoirs indispensables qui permettront à chacun de se comporter en citoyen apte à participer avec discernement à la vie sociale.

Les relations Parents – Ecole

A parents en difficultés, enfants en difficultés. L'école devrait attirer les parents qui ont connu eux-mêmes l'échec. Elle devrait donner aux parents l'envie que leurs enfants ne connaissent pas la même chose.

Il est difficile pour ces parents de participer à un débat, de prendre la parole par peur de ne pas comprendre ce que disent les enseignants.

18 Comment, en matière d'éducation, définir et répartir les rôles et les responsabilités respectifs de l'Etat et des collectivités territoriales ?

Décentralisation.

La décentralisation est une source d'inégalité. Les ressources et les moyens d'une région, d'une commune, ne sont pas égales.

Ces inégalités existent déjà, la décentralisation risque de les accentuer.

La nomination d'agents par des instances locales favorise leur dépendance à la différence d'une nomination à l'échelon national.

Caractère national des diplômes.

Il est important de maintenir le caractère national des diplômes particulièrement face à la concurrence public / privé. Risque de privatisation et de marchandisation de l'enseignement dans un contexte européen.

Pour certains la décentralisation n'a pas que des aspects négatifs : la région est plus proche des besoins. Elle est considérée comme une dynamique de proximité.

Dépendances face aux financements.

Le financement de projets par des collectivités territoriales laisse craindre une dépendance de l'école vis à vis des choix politiques de ceux qui les financent. Il en est de même pour les formations, qui seraient choisies en fonction de l'intérêt économique du moment.

La décentralisation est perçue par certains comme une décharge de l'état de ses responsabilités sur d'autres instances, dans le but de diminuer de façon artificielle les dépenses.

Lisibilité des textes.

Il est difficile de percevoir les enjeux de la décentralisation tant les textes qui la régissent sont inaccessibles (volontairement ?) aux personnes non initiées.

Remarques complémentaires sur le débat

L'Amicale Laïque relève le caractère faussement démocratique de ce débat sans garantie d'objectivité ni de rigueur scientifique.

Elle souligne que des réponses ont déjà été apportées au travers de lois déjà votées.

Elle s'oppose à toute forme nouvelle de décentralisation et de régionalisation de l'éducation.

Elle dénonce la dépendance de l'école au monde de l'entreprise, l'affaiblissement et la baisse de qualité du service publique.

L'école de la République doit rester un lieu d'instruction, qui doit former des hommes et des femmes libres, propres à se construire en toute indépendance, à l'abri des pressions religieuses, politiques et économiques.

Trois priorités pour l'École

- 1** Le mot égalité a été le plus souvent prononcé au cours du débat.
- 2** L'attitude des parents vis à vis de l'école reproduit souvent leur propre vécu.
- 3** On ne peut pas débattre de l'école en l'isolant des problèmes de société.